

<http://lepcf.fr/Le-rail-une-extraordinaire-ecole-pratique-pour-les-communistes>



Le rail, une extraordinaire école pratique pour les communistes !

- Lutter, Unir... -



Date de mise en ligne : jeudi 12 avril 2018

Copyright © Faire Vivre le PCF ! - Tous droits réservés

La grève des cheminots est une réussite, elle bouscule un gouvernement qui pensait que la situation était mûre pour passer en force par ordonnances, mais qui constate le haut niveau de mobilisation des cheminots, la multiplication des luttes avec Air France, l'énergie, la santé, l'université... et le soutien en progression aux cheminots dans l'opinion publique.

Cela se traduit par un mouvement de colère contre Macron, qui a commencé avec les retraités, mais que la multiplication des réformes tend à élargir comme un refus populaire qui ressemble au rejet de Sarkozy en 2010...

Dans ce contexte, les débats s'aiguisent sur les conditions du renforcement des luttes, l'évaluation du rapport de forces dans chaque secteur et globalement, sur les rapports entre les luttes, sur le lien entre luttes sociales et luttes politiques.

Un élément important de ce rapport des forces repose sur le calendrier que la CGT a construit et qui bouscule tout le monde en trouvant une manière d'inscrire le mouvement dans la durée, de manière réaliste avec la capacité de mobilisation réelle, mais sans se limiter à des journées d'actions périodiques du mouvement comme en 2010 ou 2016. Le gouvernement peut moins facilement jouer sur la fatigue du mouvement, est obligé lui-même de tenir compte de cette durée potentielle, Laurent Brun ayant bien fait d'évoquer la poursuite au-delà du mois de Juin, et Sud Rail qui a tenté de faire voter la grève générale a été en échec.

Dans ce contexte, l'initiative de Mélenchon à Marseille avec la CGT le 14 avril, ou celle de Ruffin le 5 mai sont discutées. De nombreux militants CGT nous disent qu'elles viennent en concurrence aux journées des 19 avril et 1er mai, et prennent le risque de les affaiblir. Certains disent à l'inverse que ces journées pourraient permettre d'élargir le mouvement et de lui donner une perspective politique.

Il ne s'agit évidemment pas pour nous de réagir par opportunisme aux initiatives de chacun, mais de chercher à répondre à la seule question qui vaille :

comment élargir et renforcer, partout, le mouvement, quels objectifs revendicatifs pour cela, et pour ce qui nous concerne, quel rôle des communistes ?

Il nous faut pour cela une analyse sérieuse des rapport de forces.

- ▶ Il y a clairement un mouvement déterminé et large chez les cheminots qui savent qu'ils jouent cette fois la survie de leur entreprise de service public et connaissent le résultat potentiel de la réforme, des milliers d'emplois, de lignes, de gares, de trains supprimées, des conditions de travail dégradées...
- ▶ Il y a aussi un mouvement large à Air France sous d'autres formes.
- ▶ Il y a des mouvements de colère dans la santé, avec des points de résistance comme des grèves dans des services d'urgence. La colère est massive, et elle prend parfois comme pour le mouvement des EPAHD, un caractère de masse, sans pour l'instant se généraliser à l'ensemble du secteur.
- ▶ Il y a des mouvements militants dans l'énergie, l'université avec les étudiants, des protestations dans la justice, mais dans aucun de ces secteurs, le mouvement ne prend un réel caractère de masse comme pour les cheminots.

Le mouvement cheminot est évidemment le coeur actuel du rapport de forces, et il faut comprendre le choix tactique de la CGT. La revendication centrale est le rejet de la réforme, et ses trois piliers, l'ouverture à la concurrence, le changement de statut de la SNCF préparatoire à sa privatisation, le statut des cheminots. La CGT a trois objectifs, un financement public du rail face à la dette, l'organisation de la production contre la séparation des activités, et le développement du service public du rail, passager comme fret. La CGT fait donc tout pour démontrer aux agents et aux usagers que c'est bien le gouvernement qui fait un choix politique, et que ce choix ne résout aucun des problèmes réels de la SNCF.

Premier élément fort, si l'Union européenne pousse à cette réforme, si elle en fournit le cadre, c'est bien le gouvernement qui la décide et qui peut donc la retirer... Les règles européennes autorisent des exceptions à la mise en concurrence, elles prévoient la possibilité de financement public... La réforme est évidemment un argument pour dénoncer la politique européenne du rail, et ceux qui dénoncent avec raison la prison européenne le savent. Mais pour aider le mouvement à s'élargir, il ne faut pas faire de l'UE une condition de la mobilisation. Celui qui doit reculer et contre qui faire monter la pression, c'est bien le gouvernement, et l'oligarchie économique qui espère la privatisation.

D'autant que sa réforme ne résout aucun des problèmes... L'échec de la concurrence dans le fret depuis des années le montre, mais aussi l'absence de toute proposition sur le financement, sachant que la dette est liée principalement au réseau, l'exemple de la réalisation de la ligne TGV Tours-Bordeaux confiée au privé le montre, tout comme l'énorme besoin de financement du réseau hors TGV qui ne peut être assuré que par le service public.

Quel objectif d'élargissement du mouvement social ?

La réponse à cette question peut évoluer au fil du temps, et les choses peuvent aller vite, mais qui peut penser que nous sommes à la veille d'une généralisation des luttes, de leur extension à un niveau qui serait proche d'une grève générale, d'un affrontement général, de ce que certains dont Lordon et Ruffin ont appelé le "débordement général" ?

Nous avons tous en tête quelques chiffres. Nous avons eu au mieux en 2010 ou en 2016 trois millions de manifestants, et moins de un million de gréviste sur quelques journées. Les grévistes des raffineries en 2016 disaient après quelques jours « *nous sommes bien seuls...* ». Comment faire que cela soit différent en 2018 ?

Le mouvement des cheminots bouscule évidemment la situation, mais le plus important n'est-il pas d'abord de gagner et conforter une solidarité active des usagers ? N'est-ce pas la condition de leur succès possible face à ce gouvernement inflexible ?

La multiplication des luttes est évidemment une bonne chose, et si certaines pouvaient prendre un vrai caractère de masse, mettre en grève sous des formes diverses une part significative des salariés de tel ou tel secteur, ce serait un atout considérable pour les cheminots. C'est ce qui se passe à Air France sur leur propre revendication des salaires. Mais à l'évidence, aucun secteur ne se mettra en grève massive sur l'objectif général de "faire la fête à Macron". Partout, il faut construire des revendications portées par un grand nombre de salariés, et cela ne se décrète pas.

On peut dire que contrairement aux discours idéalistes des gauchistes, de nombreux insoumis, et aussi de militants sincères et pressés de voir enfin la résistance s'amplifier, le rapport de forces réel n'est pas aujourd'hui à l'affrontement général dans l'ambition de faire tomber Macron.

Les militants CGT ont donc bien raison de craindre que la "fête à Macron" du 5 Mai ne détourne le mouvement social de son objectif revendicatif... S'il s'agit d'organiser une grande mobilisation populaire, familiale, un samedi, pour soutenir les cheminots, collecter massivement, ce serait utile... mais s'il s'agit de créer l'illusion d'une "insurrection" populaire parce qu'on regroupe tous les mouvements en même temps, c'est dangereux et cela "consomme" une énergie militante indispensable sur le terrain de l'entreprise.

S'il y a des mouvements divers qui rassemblent chacun des milliers de personnes, on ne les aide pas en rassemblant sur un même lieu moins que le total de ceux qui sont mobilisés sur chaque terrain... Le critère d'utilité d'une initiative est simple, il faut que cela permette d'élargir le mouvement, soit en nombre de travailleurs engagés dans l'action, soit en soutien des usagers et habitants... Et ce qui compte à la fin, c'est le niveau de mobilisation dans chaque entreprise, mesuré par le niveau de gréviste possible...

Quel apport politique ?

Le lien entre syndicalisme et politique est une question historique. Un syndicalisme qui se limite aux revendications et aux conditions économiques de leur satisfaction ne peut que rester soumis à la domination du capitalisme, donc ne peut bousculer les réformes, c'est un syndicalisme "d'accompagnement"...

Mais il ne peut s'agir pour le politique de venir "*utiliser*" le mouvement social dans sa propre perspective. C'est ce qui s'est passé historiquement depuis des décennies et notamment en 2010 ou les luttes contre la réforme des retraites s'inscrivaient dans la construction d'un rejet de Sarkozy préparatoire aux présidentielles de 2012 et son célèbre hollandisme « *mon ennemi, c'est la finance* »... Si l'intervention politique dit aux salariés en lutte « *la seule issue, c'est la rupture politique* », elle peut créer de l'attentisme électoral, contradictoire avec l'élargissement du mouvement.

Le politique doit au contraire aider le mouvement à affirmer ses revendications en démontrant que le pouvoir décide, et peut donc décider autrement. Il doit donc créer de la légitimité politique aux propositions du mouvement social, en démontrant que c'est leur satisfaction qui ouvre une perspective politique, qui dise ce qu'on peut faire d'autres, et donc qui esquisse ce que pourrait être une politique du rail, une politique des services publics dans une autre société... non pas en la renvoyant à plus tard, mais en montrant que le recul du gouvernement sur la réforme serait un tremplin pour poser de nombreuses autres questions...

Par exemple, face à la concurrence, comment faire travailler des services publics ensemble ? Comment ouvrir le débat politique dans les régions sur leur compétence transport, comment définir des contrats avec le service public SNCF pour répondre aux besoins des usagers ?

Autre exemple, le statut n'est qu'une question de droits des travailleurs, et plutôt que de le contester à la SNCF, il faudrait l'élargir aux autres travailleurs du transport, y compris des autres cheminots du privé, comme ceux qui existent dans le fret... ! Ce qui constituerait un puissant levier d'unité avec tous les fonctionnaires qui sentent bien qu'il faut aussi défendre leur statut...

Et derrière le statut se joue aussi le lien entre formation et emploi, un énorme enjeu social notamment dans les quartiers populaires. Car le statut n'a pas d'abord pour but de protéger les cheminots ! Historiquement, ce sont les entreprises privées qui l'ont créé en 1910 parce qu'il était difficile de recruter dans un métier très contraint (horaires, distances...). Le gouvernement dit « *vous avez un statut parce que vous êtes recruté avec de bas salaires mais la garantie de progresser... et si on embauchait avec de meilleurs salaires, mais moins de droits ensuite ?* ». Voilà un enjeu qui fait le lien avec l'école et la réussite scolaire et professionnelle. Il faut plus d'étudiants certes, mais historiquement, la SNCF recrute beaucoup sans diplômes et par contre forme énormément en interne à ses métiers ! C'est Laurent Brun, secrétaire général de la CGT cheminot qui dit « *tu entres dans l'entreprise sans rien, et tu deviens quelqu'un parce que l'entreprise te traite bien* »...

Enfin, la place du rail dans l'offre de transport, que ce soit fret ou passager, et les enjeux environnementaux liés. La bataille pour la réouverture de lignes, de gares, pour l'augmentation de fréquences, pour l'amélioration du service, pour la coopération entre rail et déplacement en métropole (métro, trams...), le rôle des gares et de leur quartier dans les agglomérations... bref, le développement urbain, l'aménagement du territoire, le chantier des enjeux politiques du rail sont immenses et tous susceptibles de mobilisation élargies, occasion de construire la solidarité avec les cheminots.

Quelle intervention des communistes pour aider le mouvement social ?

Le rail, une extraordinaire école pratique pour les communistes !

- ▶ évidemment, appeler à la lutte, à la solidarité, à la mobilisation, organiser le soutien populaire concret avec le mouvement des cheminots, faire le lien entre leurs revendications et celles des usagers
- ▶ insister sur l'enjeu central de la revendication qui peut pour la première fois depuis longtemps faire reculer un gouvernement, la réforme de la SNCF sur la base des propositions de la CGT
- ▶ aider à la prise de conscience la plus large de l'impasse d'une conception des luttes sociales comme préalable aux élections, des conditions de la construction d'un rapport de forces réels, qui se joue dans chaque entreprise, et dont il faut mesurer franchement les progrès
- ▶ faire progresser la convergence des luttes non dans la seule rencontre de délégations dans un amphi, dans des assemblées générales nécessairement réduites, mais dans l'amplification de chaque mouvement sur ses propres revendications, et sur le travail militant pour montrer les liens entre ces revendications, les inscrire dans la perspective du changement de société.

Ensuite, il faut aussi en tirer les conclusions pour les communistes dans la perspective du congrès

- ▶ dans le débat sur le parti dont nous avons besoin, rejetant le modèle d'un parti électoraliste pour retrouver une organisation tournée vers l'action de terrain, l'éducation populaire, la construction du rassemblement populaire
- ▶ dans le débat sur l'Union européenne, avec la nécessité de propositions politiques pour sortir de cette prison des peuples, pour refuser ses directives toutes entières tournées vers la mise en cause des droits, des services publics, de la souveraineté des peuples
- ▶ dans le débat sur la perspective de changement de société, et donc sur le socialisme, la place des services publics, mais aussi le lien avec l'industrie, et donc le rapport entre le plan porté par l'état et le marché dont une part restera longtemps capitaliste, mais aussi l'enjeu international d'un autre rôle de la France comme acteur d'un monde multi-polaire de coopérations mutuellement avantageuses, faisant reculer les outils de domination du capitalisme mondialisé, de l'OMC à la BCE.

Nous appelons les communistes à participer partout aux initiatives du mouvement social, à organiser la solidarité avec les cheminots, à refuser les impasses électoralistes des rencontres d'appareils pour renforcer la capacité d'organisation de terrain et notamment les forces organisées du parti communiste.